

Partie 1

S'ADAPTER À DES ENVIRONNEMENTS CHANGEANTS

CHAPITRE 1

APPRÉHENDER LES CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

Savoirs locaux et savoirs scientifiques
face aux enjeux de la gestion territoriale
(lac Fitri, Tchad)

*Christine Raimond, Blaise Bemadji,
Audrey Mbagogo-Koumbraït, Robert Madjigoto*

I INTRODUCTION

Les scénarios d'évolution du climat et de la biodiversité établis à l'échelle globale alarment sur les conséquences locales du dérèglement climatique en termes d'augmentation de la vulnérabilité des écosystèmes et des sociétés, particulièrement sur le continent africain. Ils identifient les variables des changements (température, précipitations, variabilité, événements extrêmes), leurs impacts sur l'eau, la biodiversité, les systèmes de production, mais aussi les marges d'erreur, notamment celles liées aux incertitudes des modèles et aux changements d'échelle. Nous nous intéressons, dans ce chapitre, aux savoirs locaux portant sur le changement climatique et sur l'importance de celui-ci par rapport à d'autres types de changements, pour évaluer leur contribution à une meilleure compréhension de l'adaptation des sociétés à l'échelle locale.

enquête ponctuelle. Certaines situations n'ont pas permis de faire des enquêtes individuelles, qui ont été transformées en focus groupes pour discuter collectivement des grands changements observés sur le territoire de Moudo 1 (huit hommes, six agriculteurs bilala et deux éleveurs arabes dont un chef de *ferrick*), de Ati Ardep (dix-huit personnes bilala, dont onze femmes) et de Gamsa 2 (quinze personnes, dont deux femmes).

Tableau 1. Répartition des personnes enquêtées par site et par catégorie d'acteurs.

Villages	Agriculteurs		Éleveurs	Pêcheurs		Total
	Chef de famille	Notable	Chef de famille	Chef de famille	Notable	
Yao	4	3	–	–	–	7
Fourkouma	4	1	2	2	–	9
Gamsa 2	2	2	3	2	–	9
Ati Ardep	4	–	3	2	–	9
Moudo	4	–	–	5	2	11
Total	18	6	8	11	2	45

Source : B. Bémadji et C. Raimond, 2019.

Au sein de chaque terroir déjà connu, l'échantillon a été constitué de manière privilégiée de personnes ayant participé à l'enquête de 2015, étant plus sensibilisées aux thématiques de recherche, puis par la méthode « boule de neige » qui a permis d'identifier des anciens qui acceptent de répondre aux questions sur les changements sur le temps long. Les enquêtés avaient entre 30 et 80 ans, avec une moyenne de 56 ans.

Les entretiens ont été conduits en français avec une traduction en bilala ou en arabe en fonction des locuteurs. Ils ont été intégralement retranscrits en français puis les verbatim rassemblés et recodés en items communs et en grandes catégories de changements affectant :

- les pluies et l'hydrologie ;
- le couvert végétal et la diversité de la flore ;
- la faune sauvage ;
- la démographie et la pression sur les terres ;
- la fertilité des sols agricoles ;
- les changements politiques, sociaux et économiques.

Une analyse quantitative simple, bivariée, a croisé la diversité des réponses avec les catégories d'acteurs et la situation géographique.

ENCADRÉ 1

SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS EN FOCUS GROUPES DANS LE VILLAGE DE FOURKOUMA (DÉCEMBRE 2019)

Au temps du général de Gaulle, nos grands-parents vivaient bien ici. Les crues étaient très importantes : depuis Fourkouma, on pouvait regarder les eaux libres du lac, car il n'y avait pas d'arbres dans ces eaux à cette époque. Les gros poissons étaient très nombreux dans le lac. Les populations sédentaires, tout comme les nomades arabes, étaient moins nombreuses. À cette époque, les Arabes respectaient l'alliance qu'ils avaient conclue avec les Bilala et ils respectaient le calendrier agricole. Aujourd'hui, les Arabes reviennent tôt dans le Fitri, ce qui provoque au quotidien des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Le règlement de ces conflits pose un autre problème, car les autorités administratives publiques sont corrompues par ces éleveurs transhumants ; en réalité, aucun conflit agriculteur-éleveur n'est réglé. Cette tension existe entre nous et les Arabes, surtout en période de culture du berbéré. De plus, l'augmentation du nombre d'animaux ces dernières années ainsi que leur arrivée précoce aux abords du lac où ils piétinent les herbes dans la boue provoquent le compactage du fond du lac, à l'est et au nord-est. Cela entraîne le déversement des eaux du lac vers l'ouest, en direction du village de Fallé, situé sur l'axe Ngoura-Amdjaména Bilala.

Une crise foncière est à prévoir dans le futur, car la population est devenue très nombreuse sur les terres du lac Fitri. Par exemple, une seule personne peut avoir entre 10 et 15 enfants. Lorsque ces enfants seront adultes, comment feront-ils avec une seule parcelle héritée de leur père ? La situation sera difficile.

On ne pourra s'y adapter que par le maraîchage, ou alors en envoyant les enfants à l'école pour qu'ils puissent ensuite se débrouiller en ville à la fin de leurs études. Une famine pourrait survenir si la population ne cesse d'augmenter autour des ressources du lac.

CONCLUSION

Nous avons mis en lumière la finesse des savoirs locaux sur les changements, qui varie selon les activités, les lieux fréquentés et les temporalités envisagées, qu'il s'agisse du court terme (quelques saisons), de changements sur plusieurs décennies ou de projections à long terme. Par leur pratique quotidienne d'un socio-écosystème complexe et selon leur

UNE PRODUCTIVITÉ QUI BAISSE EN RAISON DE L'ENVASUREMENT ET DES PERTES EN EAU

L'envasement est très important dans les monts Mandara du fait de la mise en valeur intense pour l'agriculture, de la vulnérabilité de ses sols sablo-limoneux et de l'absence ou de la non-utilisation des ouvrages de vidange destinés à évacuer une partie des sédiments de la cuvette. Les barrages de Tourou, Oumbéda, Kotama, Ouazzang, Mbokou, Adatz et Mada sont en effet dotés de dispositifs de vidange qui sont endommagés du fait de leur non-fonctionnement depuis leur implantation (photo 1 à la fin du chapitre).

La dégradation résulte de l'absence de formation des usagers sur l'utilisation de ces ouvrages. Le manque d'entretien explique le comblement des retenues d'eau dont les volumes ont fortement diminué (fig. 5). Tous les barrages étudiés ont vu leur volume diminuer. Le site de Mada est complètement envasé. Les retenues d'Oumbéda et Mbokou sont envasées à plus des deux tiers. D'autres sont à moitié comblées à l'instar de celles de Djinglya, Adatz et Kotama, ou à moins d'un tiers, comme Midré, Ouazzang et Mazam.

Plusieurs raisons expliquent les pertes en eau. L'une d'elles est la présence de nombreuses fissures sur les barrages, tous présentant des fuites plus ou moins importantes. Celles des barrages de Mazam et Midré provoquent l'évacuation complète de l'eau et l'assèchement dès janvier-février.

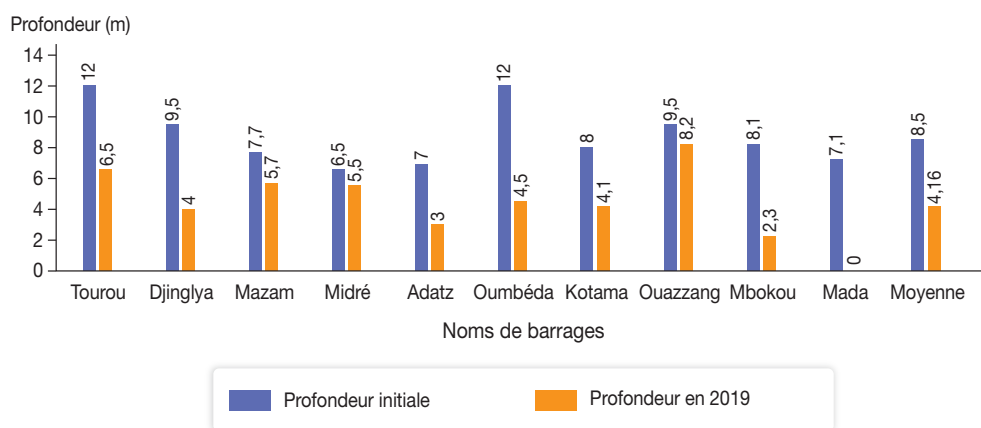


Figure 5 – Évolution de la profondeur des barrages entre leur création et 2019.

Source : N. Annavaï (2019).

Réalisation : IRD/É. Opigez



© N. Annavai



© N. Annavai



© N. Annavai



© N. Annavai

Photo 1 – Une diversité cultivée en contre-saison.

Champ de canne à sucre en bordure de la retenue d'eau de Tourou (A) et pépinière de Ouazzang (B) ; bétail s'abreuvant à Adatz, tandis qu'un homme se lave les pieds et que d'autres riverains y font la lessive, la vaisselle ou se baignent (C) ; des ouvrages mal entretenus : dispositif de vidange bouché par les sédiments et la végétation faute d'utilisation, à Mada (D).



Photo 3 – Les locaux des abattoirs frigorifiques de l'ex-Fort-Archambault aujourd'hui abandonnés prennent la forme d'une authentique friche industrielle à la sortie de la ville (A). Le déclin de la production de coton à Sarh est perceptible à l'entrée de l'usine principale de la Cotontchad, plusieurs fois restructurée et aux capacités de production fortement restreintes ; le rachat partiel de la société en 2018 par le groupe Olam, géant de l'agrobusiness singapourien, laisse entrevoir la relance prochaine de la filière au Moyen-Chari et, plus largement, dans le sud du Tchad (B).

La marginalisation économique de Sarh est indissociable de la crise du coton et des sociétés industrielles d'État. Les années 1980 et 1990 ont été, en effet, celles de la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel et de la dévaluation du franc CFA, dans un contexte de dépréciation des cours mondiaux des matières premières et agricoles. La Cotontchad, la STT et la CST rencontraient alors d'importantes difficultés d'exploitation et de gestion, quand leurs activités n'étaient pas purement mises à l'arrêt (photos 3A et 3B), ce qui a eu pour effet de paupériser encore davantage la population de la ville et des espaces ruraux qui l'entouraient (BÉTINBAYE *et al.*, 2015).

Tandis que le marasme économique des sociétés publiques de Sarh se poursuivait, l'économie nationale a connu, à partir de 2003, un changement majeur avec les débuts de l'exploitation pétrolière. Ce processus a réorienté durablement la polarisation de l'activité vers le sud-ouest du territoire national, le centre de gravité de l'économie nationale migrant vers le tropisme de la fenêtre camerounaise. Il a bénéficié en premier lieu aux régions productrices (Logone oriental) et, surtout, à

URBANISATION NOMADE AU SAHEL CENTRAL

Le modèle géohistorique de Zinder (Niger)

Laurent Gagnol, Abdoulaye Adamou

I INTRODUCTION

La ville de Zinder est aujourd'hui la deuxième agglomération urbaine du Niger. De prime abord, elle présente de nombreuses particularités. Avec Agadez, elle est l'une des rares villes anciennes précoloniales du Niger à s'être développée jusqu'à nos jours. À l'époque coloniale, entre 1911 et 1926, Zinder a été l'éphémère capitale du « territoire militaire », devenu colonie du Niger, avant d'être remplacée à cette fonction par Niamey, alors simple village, mais mieux pourvu en ressources en eau et moins excentré au sein de l'Afrique occidentale française (AOF). Centre administratif (chef-lieu de la région éponyme), Zinder est aujourd'hui le siège de plusieurs pouvoirs dits traditionnels. C'est d'ailleurs la seule ville du Niger comprenant trois « palais » (photos 4 et 7) : celui du *serki* ou sultan du Damagaram, d'une chefferie touarègue (*tambari* en haoussa ou *ettebel* en temajeq, langue touarègue) et d'une chefferie peule (*lamido*). Il est significatif que Zinder et Damagaram soient deux appellations pour une seule et même ville. Si la première tend à supplanter la seconde du point de vue administratif, une partie des habitants de la ville reste attachée au nom de Damagaram, au passé plus prestigieux. À l'inverse, une autre partie des habitants préfère mettre en avant le

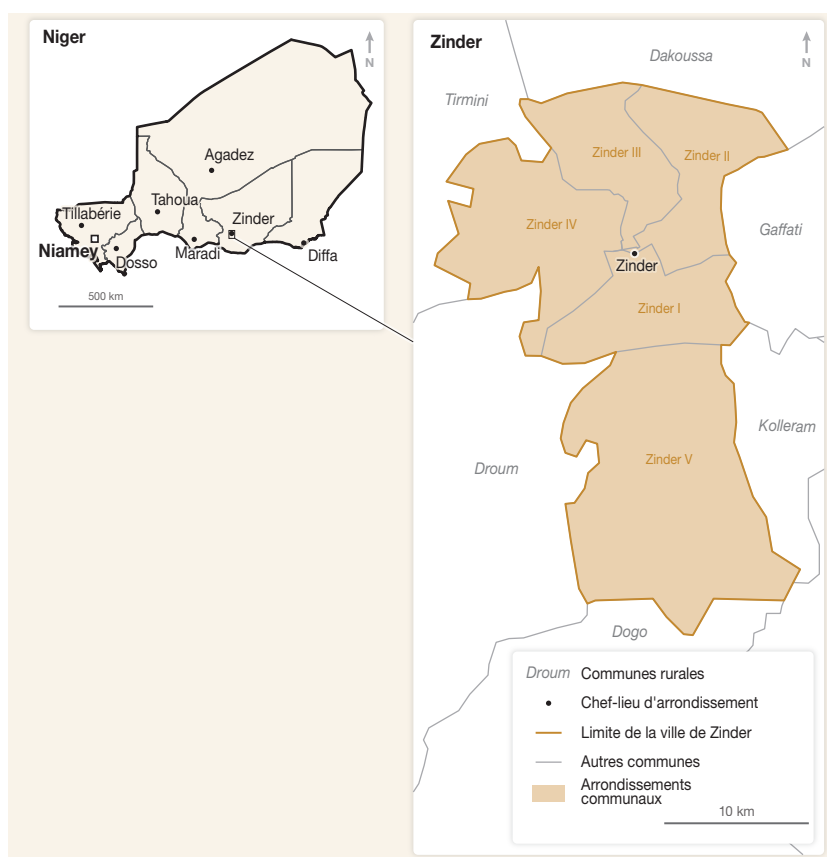


Figure 1 – Le découpage administratif du Niger et de la ville de Zinder.

Source : IGNN.

Réalisation: A. Adamou, reprise de la figure : IRD/É. Opigez

Zinder est toujours la deuxième ville du pays avec 322 000 habitants (RGP/H, 2012). Le rythme de la croissance démographique de la ville reste soutenu, même s'il a très légèrement fléchi. Selon les projections de l'Institut national de la statistique (INS), Zinder aurait atteint 445 000 habitants en 2020⁵, pour une superficie urbanisée de plus de

5. L'évolution récente de la ville est marquée par l'implantation en 2011 d'une raffinerie de pétrole à environ 50 km au nord et la création, sur son périmètre urbain, d'un institut universitaire de Technologie en 2008 devenu une université en 2010 (université André Salifou de Zinder).

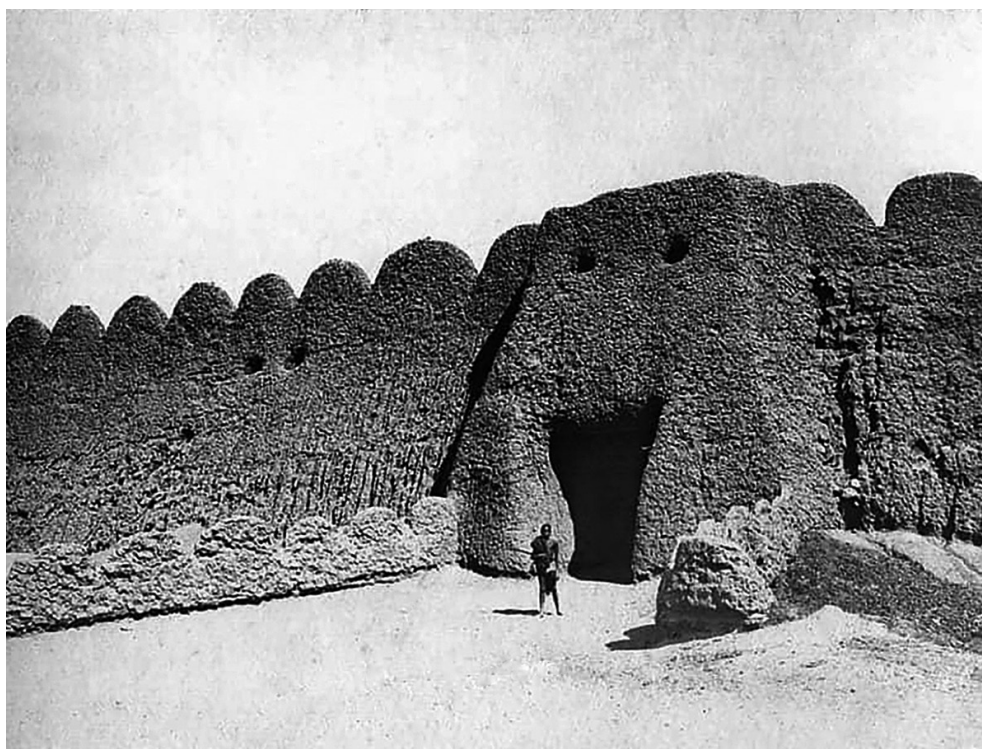


Photo 1 – Une porte de l’enceinte fortifiée du *birni* de Zinder au début du xx^e siècle (non daté).

Source : fonds iconographique des Archives nationales d’Outre-Mer.

Manifestation du pouvoir sédentaire, les murailles n’ont, semble-t-il, jamais eu à servir lors d’un quelconque siège. Comme on l’a vu, l’enceinte a sans doute été moins dirigée contre des incursions nomades que contre la domination bornouane qui s’est d’ailleurs longtemps opposée à son érection.

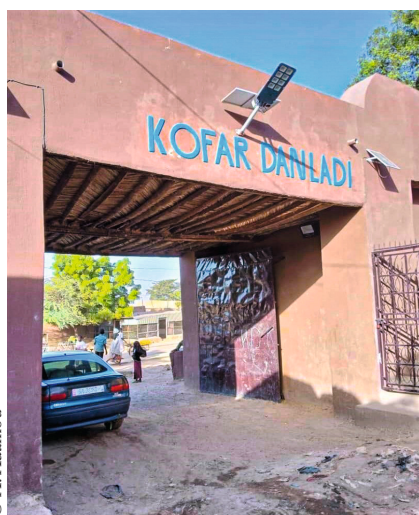
À Birni se trouvaient le palais du *serki*, la mosquée principale et une place du marché consacré à la vente d’esclaves et à l’alimentation quotidienne (photo 2). Similaire aux autres villes encloses (CONNAH, 2000) du monde haoussa et bornouan, cette partie de Zinder était appelée à ce titre *birni* (terme générique haoussa et kanouri), concentrant des fonctions politique, religieuse et défensive plus que commerciale. Si l’on considère attentivement les observations et les plans de ville dressés par Barth ou Foureau (fig. 2 et 7), on observe que plus de la moitié de la surface à l’intérieur des enceintes était cultivée ou occupée

par des rochers de granite. Dans les villes haoussa (notamment Kano, Katsina et Sokoto), la part inhabitée était encore plus importante, ce qui était justifié par les interlocuteurs de BARTH (1860-1861) comme un moyen de soutenir un siège (en ayant un ou plusieurs puits et des champs). À l'inverse, la capitale bornouane Kouka débordait déjà de ses deux quartiers fortifiés lors du passage de Barth (ce qui sera confirmé par Nachtigal et Monteil plus tard). D'autres villes furent victimes de leur succès ou de leur imprévoyance : les vestiges de murailles observés par Barth montrent que les habitants d'Agadez ou de Kano, par exemple, durent construire une nouvelle enceinte pour contenir l'extension de la ville à l'intérieur de leurs murs. Zinder, elle, n'a pas eu le temps de déborder de ses murs : le pouvoir colonial choisit d'intercaler son extension entre le *birni* et le *zango*, et démantela le rempart, dont il ne subsiste aujourd'hui que quelques monticules de terre et une porte reconstituée (photo 3).

Une autre caractéristique morphologique de ces grandes villes précoloniales encloses du Sahel central était la présence d'une artère principale appelée *dendal*, qualifiée de « rue royale » par Barth (fig. 3). Elle coupait une partie de la ville en deux selon une orientation globalement ouest-est, en aboutissant à la mosquée principale et à une place



© A. Adamou



© A. Adamou

Photo 2 – Monument commémoratif du marché aux esclaves dans le Birni après sa restauration.

Photo 3 – Porte de Birni restaurée.

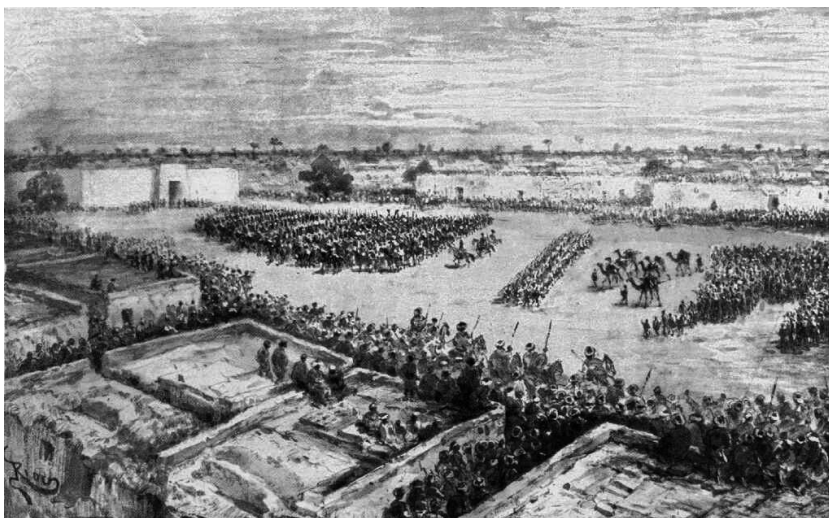


Figure 6 – Illustration d'E. Riou représentant l'arrivée par le *dendal* de la troupe de Monteil escortée par celle du *Shehu*, devant une foule de plus de 40 000 personnes.

Source : MONTEIL (1895).

Le *dendal* qui débouchait à la porte principale du *birni* s'apparentait surtout au prolongement dans la ville de la route caravanière traversant le Sahara depuis l'Afrique du Nord. L'orientation est en ce sens révélatrice de l'influence urbanisante de l'activité caravanière : si à Kouka et dans le reste du monde bornouan dont Zinder, le *dendal* était orienté selon un axe ouest-est¹⁵, aboutissant à la ville impériale, on observe une inversion à Mourzouk puisque le *ksar* se situe à l'ouest de la cité, tandis que la porte principale était à l'est ; à Kano, le palais est au sud du *birni*, puisque les caravaniers arrivaient du nord. Tout se passe comme si la structure du *birni* s'adaptait avant tout en fonction de l'orientation donnée par le courant d'échange qui l'a fait émerger : venu de l'ouest dans l'espace bornouan, du nord dans le monde haoussa et depuis l'est au Fezzan.

15. Aujourd'hui, certains interlocuteurs expliquent cette orientation caractéristique par le fait qu'il convient d'entrer dans une ville en faisant face au lieu saint de l'islam (La Mecque étant à l'est). Observons aussi que les campements des nomades touaregs et peuls sont tournés systématiquement vers l'ouest, comme les palais des *birni*. Les Peuls du Niger attribuent cette orientation intangible à une recommandation d'Ousman dan Fodio selon DUPIRE (1962 : 157).

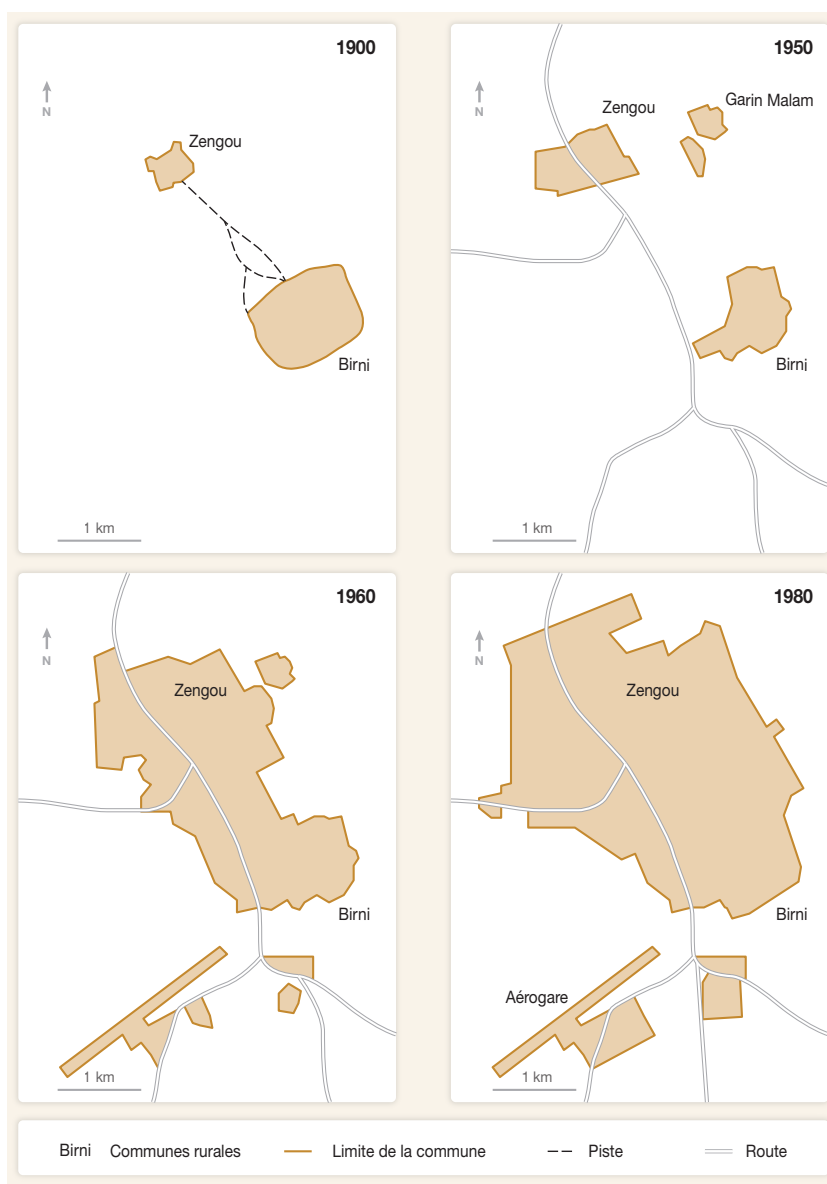


Figure 9 – Les espaces bâtis de la ville de Zinder en 1900, 1950, 1960 et 1980.

Source : SDAU (1981 : 21).



Photo 7 – Les palais restaurés du *tambari* dans le Zango (A), du sultan du Damagaram à Birni (B) et de la chefferie peule de Zinder à Birni (C).

GALLAIS J., 1984 – *Hommes du Sabel*. Paris, Flammarion.

GARBA ZAKARA M., 2014 – *Restauration du patrimoine culture du quartier Birni*. Rapport de stage de DUT, université de Zinder.

GRÉMONT C., 2010 – *Les Touaregs Iwellemmedan (1647-1896). Un ensemble politique de la Boucle du Niger*. Paris, Karthala.

HAMÈS C., 2003 – « Islam et urbanisation dans l'espace nomade ouest-saharien ». In Piga A. (dir.) : *Islam et villes en Afrique au sud du Sahara. Entre soufisme et fondamentalisme*. Paris, Karthala : 195-206.

HAOUR A., ROSSI B. (dir.), 2010 – *Being and becoming Hausa: interdisciplinary perspectives*. Leiden, Brill.

HIRIBARREN V., 2017 – *A History of Borno. Transaharan African Empire to Failing Nigérien State*. Londres, C. Hurst and Co.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 2016 – *Niger en chiffres*.

LANDERON C., 1910-1911 – « Notice historique ». In *Documents scientifiques de la mission Tilho 1906-1909*. Paris, ministère des Colonies, vol. II : 309-552.

LANGE D., BERTHOUD S., 1977 – Al-Qasaba et d'autres villes de la route centrale du Sahara. *Paideuma*, 23 : 19-40.

LEFEBVRE C., 2015 – *Frontières de sable, frontières de papier. Histoire de territoires et de frontières, du jihad de Sokoto à la colonisation française du Niger, XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Publications de la Sorbonne.

LEFEBVRE C., 2021 – *Des pays au crépuscule. Le moment de l'occupation coloniale (Sahara-Sabel)*. Paris, Fayard.

LOVEJOY P. E., 1980 – *Caravans of Kola. The Hausa Kola Trade, 1700-1900*. Zaria, Ahmadu Bello University Press et Ibadan, University Press, Ltd.

LOVEJOY P. E., 1986 – *Salt of the desert sun: a history of salt production and trade in the Central Sudan*. Cambridge University Press.

LOVEJOY P. E., BAIER S., 1975 – The desert-side economy of the Central Sudan. *The International Journal of African Historical Studies*, VIII (4) : 551-581.

MAUNY R., 1961 – *Tableau géographique de l'Ouest africain au Moyen Âge d'après les sources écrites, la tradition et l'archéologie*. Dakar, Institut fondamental d'Afrique noire (Ifan).

MONOD T., 1968 – Les bases d'une division géographique du domaine saharien. *Bulletin de l'Ifan*, XXX, série B, 30/1 : 269-288.

MONTEIL V.-P., 1895 – *De Saint-Louis à Tripoli par le lac Tchad : voyage au travers du Soudan et du Sahara, accompli pendant les années 1890-1891-1892*. Paris, Alcan.

Partie 2

DES RUPTURES DANS LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

CHAPITRE 7

LES ÉLEVEURS PEULS DU CHARI (1913-1977)

De la quête territoriale
aux conflits sur les ressources

Christian Seignobos

| INTRODUCTION

Partout, ou presque, dans la zone soudano-sahélienne, les débuts de la période coloniale ont d'abord été mis à profit par les éleveurs qui ont élargi leurs mouvements de transhumance. La « paix coloniale » permettant de circuler sans danger et le décroisement des principautés musulmanes, comme celui des « groupements païens », facilitèrent l'accès à tous les *no man's lands* qui s'offraient comme autant de pâturages neufs.

Par suite de leur dévastation par les bandes rabistes¹ à la fin du XIX^e siècle, les rives du Chari représentaient alors la plus grande dépression

1. Venu du Bahr-el-gazal soudanais, Rabeh, grâce à une armée équipée de fusils à tir rapide, enchaîne de fulgurantes conquêtes depuis le Haut-Oubangui où il s'installe au Dar Kouti en 1890. Il porte ensuite ses coups plus au nord, au Baguirmi, détruit sa capitale, Massenya, en 1891, dévaste et déporte la population de la rive du Chari. Il s'empare alors des royaumes du Mandara et du Borno où il fonde sa capitale, Dikoa, en 1894. Il cherche alors à construire un vaste empire « arabe » dans ce centre africain ; son rêve sera brisé en avril 1900 à Kousséri où il sera tué par les colonnes françaises.

démographique de la partie méridionale du bassin du lac Tchad. Les bourgades de la rive droite étaient désertées, alors que la rive gauche et ses prolongements dans l'interfluve Chari-Logone avaient été vidés de leurs habitants par des siècles de récurrentes razzias de saison sèche.

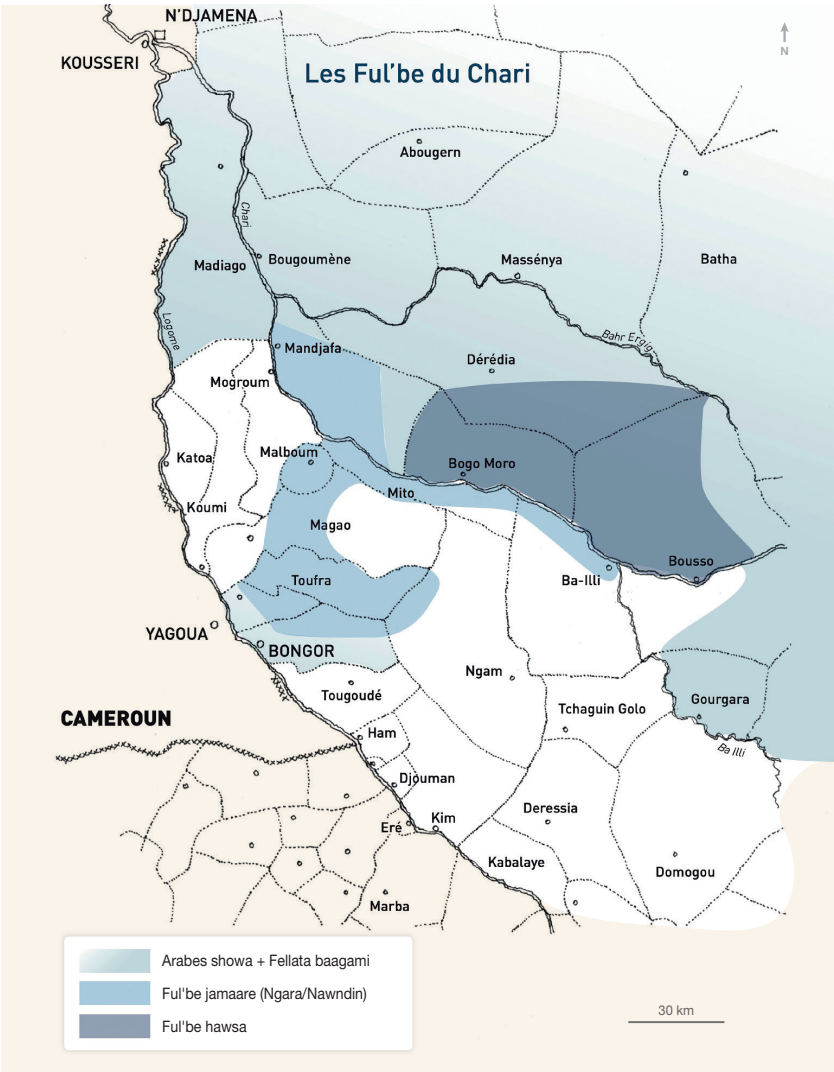


Figure 1 – Carte des cantons du sud-ouest du Tchad et répartition des principaux groupes d'éleveurs en 1973.
Source : ONDR, 1976.

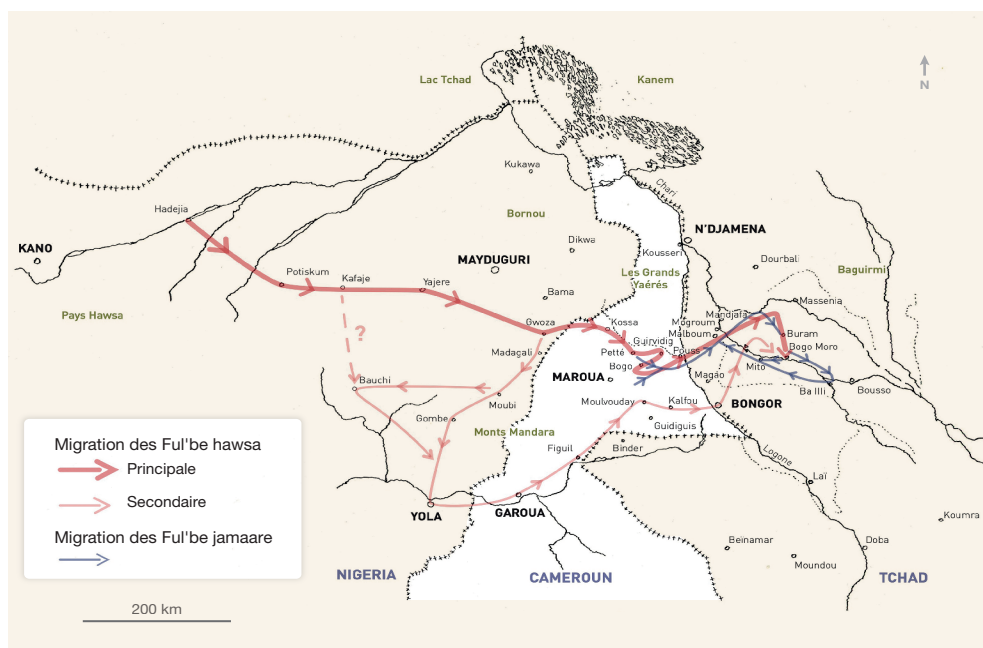


Figure 2 – Carte des migrations des Ful'be hawsa et des Ful'be jamaare au début du ^{xx}e siècle.

Source : C. Seignobos.

Bakari Gaare⁵ (1894-1919) qui fait le siège du résident allemand de Kousseri. Il obtiendra gain de cause et les Ful'be hawsa seront encouragés à partir. Ils franchissent le Logone à Pouss en 1913. Les Français se montrent, eux, favorables à leur venue au Tchad, il faut repeupler le Baguirmi et leurs troupeaux représentent une richesse.

Alhadji Bouba envoie des lettres à Mbang Gaourang, sultan du Baguirmi, peu empressé en revanche de le recevoir. Il aura la main forcée par l'administration. Gaourang le voudrait proche de lui, dans le canton de Dérédia (fig. 1), afin de mieux contrôler les Ful'be hawsa, mais ce sera dans celui de Mossio, auprès du chef baguirmien Ngar Bougou, résidant à Garam, qu'ils seront hébergés. La mort de Ngar Bougou (en 1916), suivie un an après par celle de son fils Alifa, ouvre une période d'incertitude. Alhadji Bouba, entre temps, intrigue pour devenir « chef de

5. Écarté du pouvoir de 1901 à 1908, il est alors remplacé par son cousin Dalil (ELDRIDGE, 1988 : 148).

camps de réfugiés (30 %). De 2002 à 2013, une première vague migratoire a abouti à la dispersion de 110 000 personnes dans 75 villes et villages. En 2014, une seconde vague a eu pour destination 7 camps, ainsi que 98 villes et villages. Ce travail n'analyse que la trajectoire de la communauté peule mbororo, très majoritaire parmi ces réfugiés.

La première vague de migrants a fui les bandits, les coupeurs de route, qui, profitant du délitement de l'État centrafricain, ont mené des campagnes de kidnapping contre rançons afin de razzier le bétail, une ressource à haute valeur ajoutée en Afrique centrale. Ciblés par les coupeurs de route, les éleveurs peuls mbororo formèrent le gros de la première vague migratoire vers le Cameroun (CHAUVIN et SEIGNOBOS, 2013). La seconde vague de migrants a fui la guerre entre les groupes armés séléka et anti-balaka, qui instrumentalisèrent les identités religieuses dans leur convoitise du pouvoir central. Les départs vers le Cameroun furent alors majoritairement le fait de musulmans, aux appartenances ethniques diverses (Peuls mbororo et ful'be, Haoussa), et chassés de RCA par les anti-balaka. La « Séléka », coalition (en sango), est une alliance de

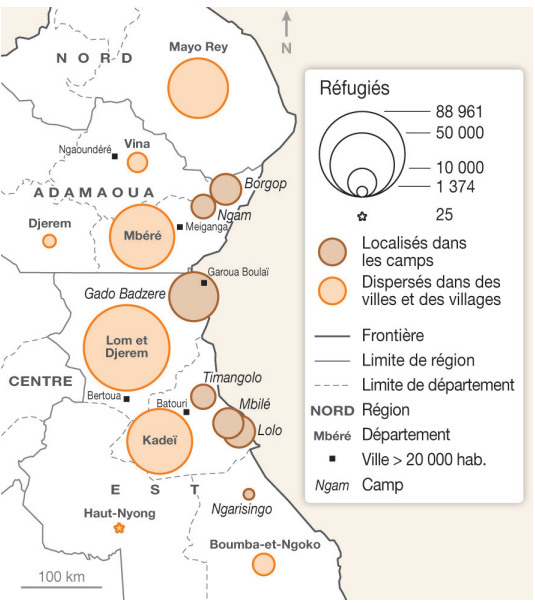


Figure 1 – La répartition des réfugiés centrafricains au Cameroun (2022).

Source : UNHCR, 2021.
Réalisation : IRD/C. Valton

payer les rançons (CHAUVIN et SEIGNOBOS, 2013). Des éleveurs résistèrent à travers des milices d'archers, les *gaw*. Beaucoup évitèrent les bandits par la dispersion de leur bétail (SEIGNOBOS, 2008), le raccourcissement et le groupement des transhumances, la migration vers les villes (CHAUVIN, 2015). Toutefois, après 2003, les départs vers le Cameroun s'accéléchèrent, les bandes de coupeurs de route, structurées par les « libérateurs² », devenant plus violentes – attaques de villages, enlèvements en ville, élargissement des kidnappings de femmes, *ndotti'en*³ (vieux), *ardo'en* (chefs pastoraux) et de maires de communes d'élevage.

Les réfugiés considèrent le phénomène des coupeurs de route comme une *fitna*⁴, une guerre entre musulmans. Les premiers *zargina* étaient des « sans bétail » : des bergers peuls mbororo uuda'en du Tchad, fuyant la sécheresse de 1983-1984 et l'épizootie bovine, et des bergers ful'be ruinés du Cameroun (Ngaoundéré, Maroua), employés par de riches éleveurs en RCA. Alors que l'activité de berger était à l'origine transitoire, permettant de réaccumuler du bétail, elle ne l'est plus dans les années 1980 : la rémunération en bétail et numéraire devient trop faible pour envisager une recapitalisation pastorale (CHAUVIN, 2015). Peu à peu, les *zargina* vont intégrer des éleveurs centrafricains paupérisés. Dans les années 2000, les bandes de coupeurs de route se composent d'éleveurs ou d'anciens éleveurs, arabes et peuls, apportant leur connaissance du bétail, auxquels s'ajoutent des professionnels des armes (soldats « déflatés », ex-rebelles tchadiens, anciens « libérateurs ») (DEBOS, 2013). Le vol de bétail est une forme de transgression des carcans sociaux et constitue un moyen d'enrichissement rapide (ISSA, 2010 ; SEIGNOBOS, 2011). Les réfugiés, des Peuls mbororo originaires du Cameroun et « pionniers » en RCA, considèrent que le vol a aussi servi d'outil d'expulsion (CHAUVIN et SEIGNOBOS, 2013). Les Peuls mbororo et les éleveurs arabes arrivés en RCA du Tchad depuis les années 1980 auraient ainsi pu occuper les pâturages laissés libres par leur départ. Force est de constater que, de nos jours, une grande partie des troupeaux en RCA est contrôlée par

2. « Libérateurs » : mercenaires arabophones recrutés au Tchad par François Bozizé (2003-2013) pour prendre la présidence de la RCA par un putsch.

3. Langue peule, comme toute autre mention en italique dans le texte, sauf mention contraire (et langue latine).

4. Terme arabe, schisme entre musulmans provoquant une guerre interne.

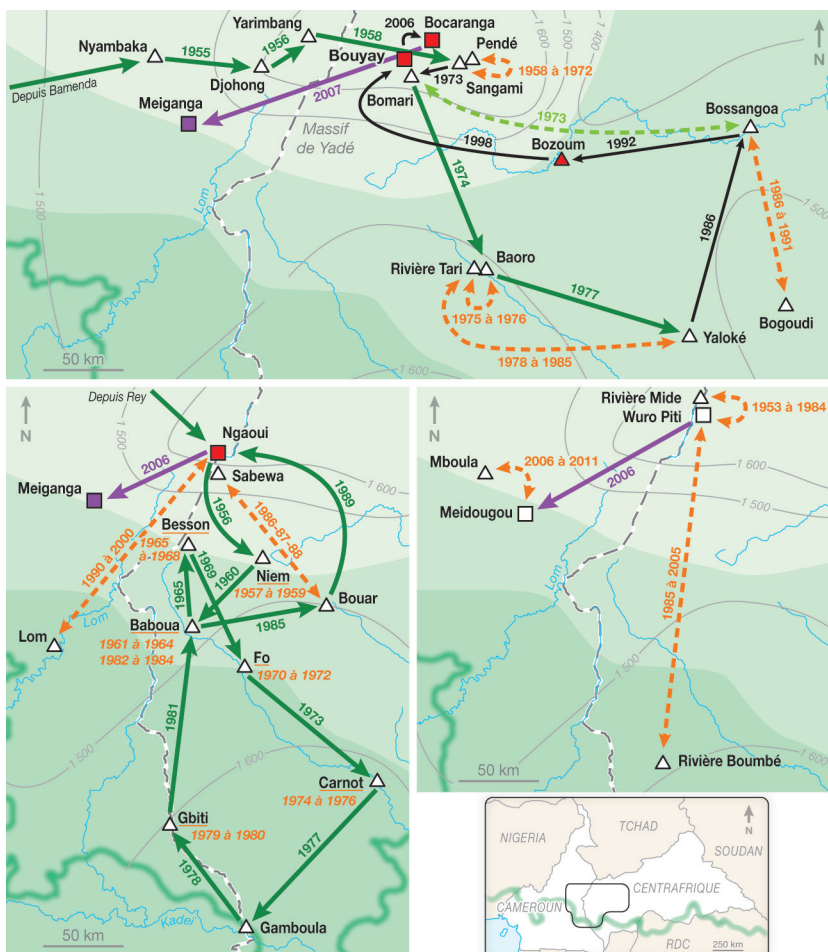


Figure 2 – En haut, le parcours de Jelani : entre migrations et fixité.
 En bas à gauche, le parcours d'Alim : une forte mobilité.
 En bas à droite, le parcours d'Assan : une sédentarisation ancienne.

Source : CHAUVIN, 2015.
 Réalisation : IRD/C. Valton



Photo 1 – Habitats de réfugiés mbororo au Cameroun.

Dankiru : un cas rare (A), *Dankiru* intérieur (B), *Dankiru manhandu*, le plus répandu (C) et *Suudu brique*, un habitat plutôt urbain (D).

l'apanage que de riches éleveurs sédentarisés. Au Cameroun, la plupart des réfugiés ont opté pour la version la plus « lourde » du *Dankiru*, le *Dankiru* brique⁷, et en ville pour des maisons avec toit en tôle. Les *Bukarru* et *Dankiru sek*, constructions « légères », ne sont plus l'attribut que des nouveaux arrivants, des plus pauvres, ou de quelques puristes de la culture mbororo (cet habitat étant souvent considéré comme un marqueur culturel mbororo) (photo 1).

⁷. Les murs de *Dankiru* peuvent être constitués de pieux et de bâtons (*Dankiru sek*), de pieux, de bâtons et de terre (*Dankiru fidanedou*), de pieux et de séko (*Andropogon gayanus*, *Dankiru seko*), ou de briques (*Dankiru brique*).

DES CIRCULATIONS TRANSFRONTALIÈRES ANCIENNES

La plupart des réfugiés n'avaient jamais vécu au Cameroun, ou uniquement très jeunes, contrairement à leur ascendance. Leur parcours emprunte en sens inverse le principal courant migratoire ayant abouti à l'implantation des Peuls mbororo en RCA depuis le Cameroun (à partir des années 1920)⁸. Ainsi, les réfugiés pouvaient disposer au Cameroun d'un réseau migratoire (MASSEY, 1990), de liens interpersonnels, de parenté et d'amitié qui les reliaient à une partie de la population camerounaise, peule mbororo. En effet, en dépit de leur dispersion transnationale, dispersion particulièrement forte chez les Peuls mbororo qui s'éparpillent pour répartir les charges de bétail sur les pâturages (BOUTRAIS, 1988), familles et lignages sont « diasporisés en quelque sorte » (SIMON, 2008 : 56), entretenant diverses relations (circulations, informations, alliances matrimoniales). Des réfugiés ont également pu retrouver des lieux et des personnes qu'ils connaissaient à travers un « champ de mobilités » (GALLAIS, 1976) transfrontalier, alimenté par le commerce de bétail, les transhumances et des déplacements pour fréquenter une école coranique ou un établissement de santé (hôpital protestant de Ngaoundéré, centre de santé catholique de Garoua-Boulai). Ainsi, des réfugiés ont pu préparer leur départ au contact avec un proche, par téléphone ou par l'intermédiaire d'un éclaireur, et se rendre parfois dans leur famille, directement ou à travers une migration secondaire.

UNE DENSIFICATION DU PEUPLEMENT EXISTANT

L'arrivée des réfugiés au Cameroun représente un important facteur de croissance démographique : + 30 à + 40 % par rapport à la population recensée en 2005 dans les principaux départements d'accueil⁹. Ces départements, au-delà d'un avantage de proximité, offraient l'intérêt d'être occupés par des Mbororo camerounais, relais d'accueil des réfugiés. La

8. Un autre courant s'est formé depuis le Tchad à partir des années 1970-1980, et un troisième depuis le Soudan depuis les années 1990, avec le Nigéria comme noyau originel commun.

9. Dans la Mbéré 61 876 réfugiés pour 171 670 habitants en 2005, dans la Kadeï 81 078 pour 184 098, dans le Lom-et-Djérem 104 286 pour 275 784 (BUCREP, 2010 ; UNHCR, 2020). Ces chiffres incluent tous les réfugiés, éleveurs et autres.

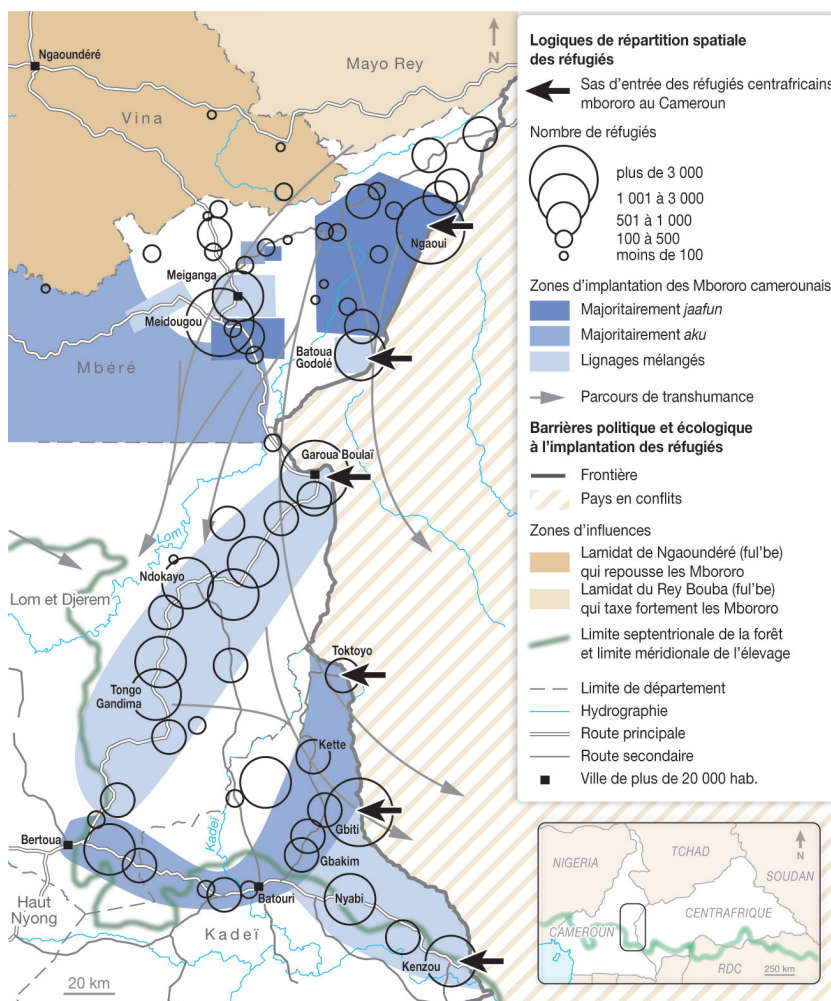


Figure 3 - La densification du peuplement mbororo par les réfugiés au Cameroun (régions de l'Adamaoua et de l'Est, 2010).

Source : CHAUVIN, 2015.
Réalisation : IRD/C. Valton

Mbéré est une région d'installation ancienne des Peuls mbororo, qui a servi de refuge face à diverses pressions politiques. Un premier courant migratoire a été initié dans les années 1910-1920 depuis Lompta où s'exerçait la pression fiscale du *lamido* (chef) de Tibati (Jaafun, Wodabee), un deuxième dans les années 1930-1940 suite à l'expulsion des Mbororo de Ngaoundéré par les Ful'be (BOUTRAIS, 1999), un troisième dans les

années 1960-1970 de la région de Guiré (Yola, Nigéria) au moment de la guerre du Biafra (DOUFFISSA, 1993). En 1981, 45 000 Mbororo étaient installés dans la région de Meiganga (chef-lieu de la Mbéré) (DOGNIN, 1981). Le Lom-et-Djérem et la Kadeï sont des régions d'expansion des éleveurs peuls vers les savanes humides (BOUTRAIS, 1981). Les premières installations depuis la Mbéré, Tibati et, plus secondairement la RCA, dateraient de la fin des années 1950 (Aku, Wodabee). Les cours d'eau du Lom, du Djérem et de la Kadeï sont également des zones de transhumance depuis la Mbéré (fig. 3).

L'implantation des réfugiés dans les noyaux camerounais de peuplement mbororo se lit jusqu'à l'échelle locale. Dans la Mbéré, 14 villages d'accueil des réfugiés sur 22 présentaient une présence ethnique mbororo significative dans le *Dictionnaire des villages de 1974* (ONAREST, 1974), et 20 sur 22 selon nos enquêtes de terrain plus récentes. Six villages d'accueil des réfugiés dans la Mbéré ont même été fondés par un *ardo* de cette communauté (Ngaoui, Wuro Adde, Garga Pella, Djalingo, Fada et Mbéwé). Il n'existe pas de données locales sur l'implantation des Mbororo dans le Lom-et-Djérem et la Kadeï, mais il est certain que des noyaux de peuplement mbororo relativement anciens existent entre Batouri et Bazzama, ainsi qu'autour de Bétaré Oya et Ndokayo (à Guiwa, Samba, Boulembé, Woumbou, Garga Sarali, Toktoyo, Gbiti).

SOLIDARITÉS PARENTALES ET LOCALES

Les solidarités parentales ont limité la rupture socio-économique entraînée par la migration forcée. Des réfugiés ont pu bénéficier d'une aide communautaire mbororo pour satisfaire des besoins essentiels (hébergement, biens de consommation, capital économique). Cette solidarité a néanmoins été limitée dans sa portée pécuniaire (milliers ou dizaines de milliers de FCFA par famille) et temporelle (quelques mois) (BARBELET, 2017). D'autres formes de solidarité, provenant de la population hôte et des autorités, sans affinités préexistantes avec les réfugiés, ont également existé, comme celles de chefs de villages attribuant une terre aux migrants pour se loger ou cultiver.

Ces solidarités ont été d'autant plus importantes que l'assistance humanitaire délivrée par l'UNHCR a quelque peu tardé. L'UNHCR a débuté

CHAPITRE 9

ENRACINEMENT DJIHADISTE ET « GOUVERNANCE REBELLE »

Une analyse sahélienne

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

I INTRODUCTION

À l'heure où l'Afrique sahélienne s'enfonce sous le joug de dictatures militaires, la résilience des groupes désignés comme « terroristes » et « djihadistes » pose de nombreuses questions. Beaucoup d'observateurs s'interrogent ainsi sur la capacité des insurgés à administrer les territoires sous leur contrôle, voire à continuer de s'étendre et, *in fine*, à s'emparer du pouvoir dans des capitales comme Bamako, Ouagadougou et Niamey. De telles interrogations ne relèvent pas que de préoccupations tactiques. Elles concernent aussi la science politique, notamment pour ce qui est de la notion de « gouvernance djihadiste ». Nourrie par de nombreux entretiens anonymes à l'intérieur ou à proximité des zones de conflit, l'analyse qui suit a pour objectif de défricher un champ d'études qui, pour l'instant, s'est surtout focalisé sur les cas de l'Irak, de la Syrie et de la Palestine¹. La

1. Pour une discussion plus générale sur les mérites et inconvénients des enquêtes de terrain ou des analyses par procuration des insurrections djihadistes, voir la note méthodologique dans PÉROUSE DE MONTCLOS, 2022 : 253-266.

sommaires. La frontière, qui autrefois faisait vivre à la fois contrebandiers, marchands et courtiers divers, sans oublier l'État au moyen des recettes douanières, est devenue depuis 2013-2014 une zone de risque extrême, en dépit du renforcement du dispositif sécuritaire.

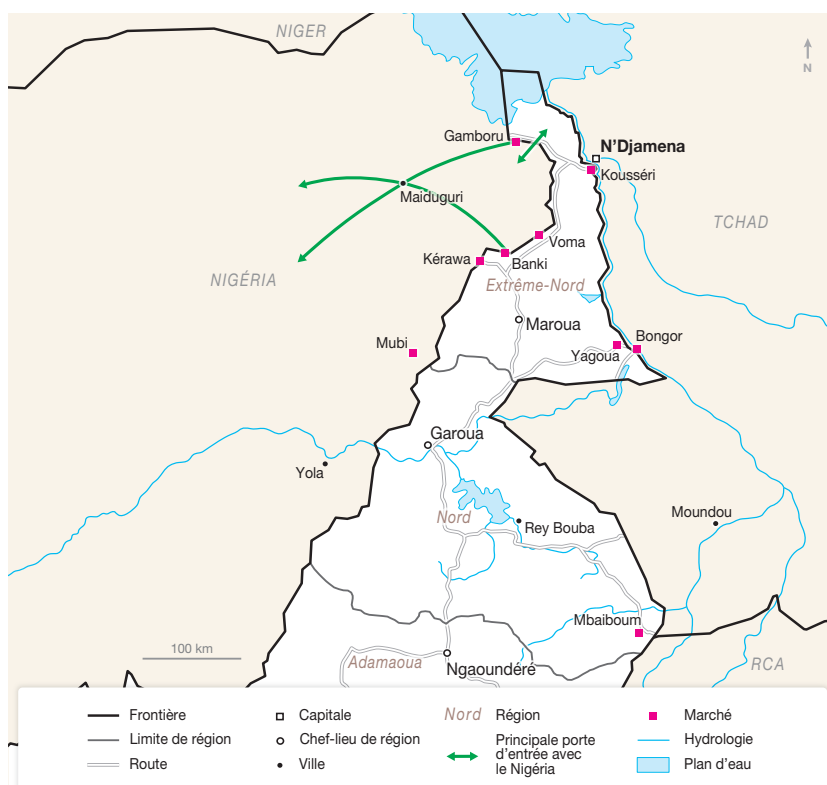


Figure 1 – Marchés et circuits commerciaux transfrontaliers principaux avant et après 2013.

Sources : BENNAFLA, 1999 ; MAGRIN *et al.*, 2015.
Réalisation : IRD/ É. Opigez

Dans ce contexte trouble, s'observent diverses réactions de la part des acteurs économiques de la région. Certains commerçants ont tout perdu du fait des attaques des groupes armés et ont dû abandonner leur activité. D'autres, sans doute les plus astucieux ou les mieux lotis financièrement, ont trouvé dans cette situation une opportunité d'affaires, révélant leur génie et leur capacité à capitaliser ou à rentabiliser l'économie de la guerre. Alors que l'insécurité paralyse de larges pans de l'économie

(SCHNEIDER et ENSTE, 2002). L'essentiel de ces échanges étant informel, c'est-à-dire passant quasi globalement par la contrebande, les États des deux pays ont cherché à renforcer les contrôles pour les faire contribuer aux finances publiques (FODOUOP, 1988). Ainsi, les recettes douanières ont augmenté progressivement depuis le début des années 2000, pour atteindre près de 500 millions FCFA à partir de 2009 (tabl. 1 et 2)².

Tableau 1 – Recettes douanières du Secteur des douanes de l'Extrême-Nord (2003-2007).

Années	Période	Recettes (FCFA)
2003	01-10 au 10-12	151 156 761
2004	01-10 au 10-12	282 618 845
2005	01-10 au 10-12	293 170 493
2006	01-10 au 10-12	270 921 042
2007	01-10 au 10-12	106 214 903

Source : NGOURA *et al.*, 2013.

Tableau 2 – Recettes douanières prévisionnelles et réelles du Secteur des douanes de l'Extrême-Nord (2008-2012).

Années	Recettes prévisionnelles	Recettes (FCFA)	Augmentation (%)
2008	–	181 000 000	–
2009	497 000 000	484 109 156	97,4
2010	5 929 500 000	495 897 070	80,42
2011	429 000 000	497 924 126	115,37
2012	241 000 000	499 692 854	151,32

Source : NGOURA *et al.*, 2013.

2. Nous avons tenu à reproduire *in textu*, les chiffres compilés par le Secteur des douanes de l'Extrême-Nord, pour montrer les différentes fluctuations d'un mois à l'autre, avant de déboucher sur la dynamique globale des recettes annuelles.

PARTIE 1

ENSEMENCER LA TERRE

MODERNITÉ ET MODES DE RÉSISTANCE

Faire racines, c'est comme créer des orbites.
Dessiner le reste de l'eau
qui s'agglutine aux pôles en bancs de glace
ou la couverture de mousse
qui vit dans l'ombre
et que le vent n'emporte pas
bien que subtilement
elle se meuve
avec la pluie.
Offrir son corps au devenir
arbuste et eau courante
vent va savoir
ce qui englobe
et me regarde.

Júlia de Carvalho Hansen,
Seiva veneno ou fruto (Sève venin ou fruit), 2016.



© J. Cabral de Oliveira

Photo 1 | Variétés de roucou de diverses tonalités prêtes à se transformer en peintures corporelles (Terre indigène Wajãpi, Amapá, 2007).

de la politique à laquelle la dimension officielle de la modernité, matérialisée par le *Planalto Central*¹, s'obstine à rester sourde. Notre politique, définie par Davi KOPENAWA comme « des paroles enchevêtrées », « des mots tordus » (2010 : 411), se présente comme une rhétorique vidée de puissance et, surtout, dépeuplée.

Entendre les leçons indigènes et penser avec elles me mène à explorer ici la possibilité de décrire comment une guerre cosmopolitique est menée par le biais d'alliances végétales.

1. La capitale, Brasília, est située sur un plateau central, une topographie qui sert de métonymie au centre politique du pays.



© Museu do Índio/P. Múmia

Photo 1 | Des femmes suruwaha broient des racines de *timbó* (*Deguelia* sp.) pour pêcher dans la crique Xindigiaru (Rio Purus, 2020).

leurs jambes, dans leur vagin⁴. À la fin de la pêche, les deux tombèrent malades, leur chair commença à se corrompre : leurs jambes, leur vagin, tout leur corps.

Tofe isola les deux hommes malades, Bibi et Okowabi, dans une maison faite de *caranaí* et de *babaçu*, deux palmiers. Tous deux étaient près de mourir. Il prenait le sortilège de leur corps avec ses mains et soufflait pour l'éloigner. Dans un large bol (*takarawa*), il chauffa de l'huile de *copaíba* et du gingembre pour guérir ces deux personnes qui souffraient du mal de l'esprit *inamadi* de l'*igarapé*. Bibi et Okowabi purent survivre grâce aux soins du chaman. Tofe avait demandé à Kiyawa de s'isoler, pour recevoir des soins et se débarrasser du sort. Mais celui-ci dit : « Je vais mieux maintenant, ce n'est pas la peine. Je veux aller dans la forêt, je veux pêcher. » Et il se dirigea vers le cimetière où reposaient les femmes. Arrivé près de cet endroit, il entendit les gémissements des femmes décédées. Mû par la curiosité de connaître les *kanamori* (« âmes »), il s'approcha. Un vent fort et froid se mit à souffler. Kiyawa eut peur, mais il s'avança : il remettait son âme à l'*inamadi*. Il vit des papillons bleus (*baneko*) sur place, trois

4. Le récit nous rappelle la présence du code sexuel dans la mythologie amérindienne sur le *timbó*, identifié par LÉVI-STRAUSS dans la « Pièce chromatique » du premier volume des *Mythologiques* (1964 : 261 et sq.).

sorveiros (ceux qui exploitent la gomme de *sorva*, *Couma* spp.) du Piranhas ne se multiplient. En plantation, la *flecheira* est reproduite par bouture. Les Banawá sélectionnent les individus aux hampes florales les plus appropriées à la fabrication de flèches et de sagaies. Elles doivent être rectilignes, du diamètre et de la longueur souhaités. Ces pieds sont préférés aux *flecheiras* spontanées que l'on trouve près des *várzeas* des grandes rivières. Aujourd'hui, les Banawá utilisent à la fois les *flecheiras* issues de vieilles *roças* plus ou moins abandonnées et celles des nouvelles *roças*, où elles coexistent avec les *macaxeiras*, les maniocs doux, les ananas et les bananiers. Mais ce qui retient mon attention en ce qui concerne les *flecheiras* est la revendication exprimée à plusieurs reprises par les Banawá auprès du Front de protection ethno-environnementale (FPE) de la Funai qui opère à proximité de la Terre indigène des Hi-Merimã. Dans divers contextes amazoniens, il est courant que les peuples indigènes « contactés » insistent pour que la Funai fournisse quelques biens « civilisés » à leurs



© Museu do Índio/J. Lins

Photo 2 | Préparation du curare suruwaha (village de Kwakwai, Rio Purus, 2020).



© P. Múmia

Photo 3 | Détail des flèches suruwaha (2020).

voisins isolés, en général des outils tels que des machettes et des haches. Les Banawá, quant à eux, demandent l'ouverture d'abattis de *flecheiras* sur la Terre indigène Hi-Merimã « afin que nos parents puissent chasser à leur guise ». Il n'y a aucune allusion à une « agriculture civilisatrice » dans la demande des Banawá. Ils n'insistent pas, par exemple, sur la nécessité de planter du manioc pour compenser un supposé « manque » dû à la vie itinérante car celle-ci est perçue par les Banawá comme une possibilité d'abondance et de nourriture à satiété. En d'autres termes, le désir d'une plante « déstabilisante » – indispensable à l'itinérance qu'exige la chasse – apparaît comme le centre de la vision banawá sur la vie « sans village, sans plantations » des Hi-Merimã (APARICIO, 2019).

Si l'on poursuit notre parcours dans les cosmologies des Arawá de l'interfluve Purus-Juruá, les perceptions sur la *flecheira* deviennent plus troublantes. En effet, du point de vue des *bani* (animaux en position de proie), les flèches sont des serpents, et le curare est leur poison. Lorsqu'ils fabriquent le poison pour leurs flèches à partir de lianes, les chasseurs suruwaha produisent la même substance mortelle que les serpents *kuwiri*, comme eux créateurs de *kaiximiani* (de manière ambiguë, « liane curare » ou « venin de serpent »). Les flèches déplacent des vies humaines dans l'instabilité propre à la dynamique de la chasse ; les flèches deviennent des prédateurs paradigmatiques pour les sujets forestiers capturés en position de proie.

de *copaiba* pour en extraire l'huile, de médicaments, etc. (photo 3). Cependant, la promenade n'a pas toujours une utilité pratique, et même si c'est le cas, elle ne s'y limite pas, car ce regard, nullement prosaïque, s'intéresse tout autant à l'observation de la diversité des formes de croissance des plantes, à l'identification de celui qui les a plantées – qu'il s'agisse d'un parent ou d'un esprit *inamadi* – ou simplement à l'appréciation des relations et de la compagnie des « amitiés végétales », en contemplant la beauté de leur développement. La forêt porte les traces des activités des gens qui y ont vécu dans les générations passées, et lorsqu'elles sont reconnues, avec invariablement beaucoup de plaisir, au cours de promenades, les plantes fonctionnent comme une trace de cette proximité silencieuse.

Il ne s'agit certainement pas de se représenter les Jamamadi avec l'image du philosophe qui, enchanté par la botanique, impute une innocence pacifique au monde végétal, une sorte de substitut ou d'artifice thérapeutique qui permet à la fois de se distraire et de reprendre son introspection. Ici, la profusion et l'exubérance des plantes sont comprises comme des images puissantes de la différence qui ne conduisent pas à



© K. Shiratori

Photo 3 | Fillettes portant des paniers de bananes.

PARTIE 4

CUEILLIR LES FRUITS
MYTHES ET RITUELS,
CYCLES DE VIE
ET INTERACTIONS
MULTI-ESPÈCES

Je veux voir ce que le chant apprend à voir.
Curieuse capacité des plantes à illuminer le chant
et ainsi faire ce qu'elles ne savent pas faire : chanter.

Júlia de Carvalho Hansen,
Seiva veneno ou fruto (Sève venin ou fruit), 2016.

Il convient de mentionner ici la visite que j'ai effectuée au *roçado* de Dona Elza, une Apurinã centenaire et l'une de mes principales informatrices (photo 4). Je lui ai rendu visite le lendemain du jour où elle m'avait raconté l'histoire de Tsorá, pour qu'elle me montre comment elle prenait soin des plantes que lui avait léguées Mayoruparu. En arrivant sur place, j'ai compris ce que l'une de ses petites-filles avait dit en plaisantant, la veille, à savoir que sa grand-mère « mettait tout dans un trou ».

Le *roçado* de Dona Elza était un petit espace – peut-être un peu plus de dix mètres carrés – caché au milieu des *roçados* de ses enfants, petits-enfants, belles-filles et gendres ; comme il se distinguait par la diversité des plantes cultivées, il ressemblait plus à un jardin qu'à un *roçado*. Il y avait un peu de tout : des variétés de patates douces, de manioc doux, de manioc amer, d'ananas, de bananes et de nombreux autres végétaux utiles cachés parmi les autres plantes. Chaque plante avait un nom et



© M. Rique Fernandes

Photo4 | Dona Elza, une vieille femme apurinã.

Nous gardons aussi en mémoire la forte présence d'Olegário Tejapôc quand il exécutait les importants rituels du peuple krahô. Certains de ces rites sont en voie de disparition chez les plus jeunes, comme le *Pohypre*, la fête de la récolte du maïs. Sa pratique a été progressivement abandonnée dans de nombreux villages et a suivi la disparition du maïs *pôhypej* des *roças* krahô ces dernières années. Tejapôc était l'un des seuls maîtres rituels à savoir encore comment mener cette fête avec ses chants, ses danses et ses principales actions. Il en avait pleinement conscience et insistait sur l'importance de multiplier les graines et de diffuser leurs chants, afin de prendre soin de leur pérennité.



© A. G. Morim de Lima

Photo 1 | Olegário Tejapôc Krahô et son petit-fils Wohôre Krahô (2012).

sociaux, pensants et sensibles, qui ont des habitudes, des volontés et des désirs spécifiques. Dans la mesure où les plantes sont « cultivées », leurs *donos* humains leur sont « apparentés » par un engagement corporel et affectif qui implique une série de soins. Sans cela, les plantes ne poussent pas et ne donnent rien aux agriculteurs qui ne se soucient pas d'elles ; au contraire, elles se déplaceront vers d'autres *roças* et pourront même se venger en provoquant des maladies (MORIM DE LIMA, 2016, 2017).

Dans le cas du maïs, sa plantation, sa croissance et sa récolte sont marquées par des rituels élaborés qui actualisent des relations de genre et de parenté entre humains et non-humains. Les Krahô appellent leurs fêtes *amj'ikin*, ce qui signifie littéralement « se réjouir » (MELATTI, 1978 : 14). Au-delà d'une dimension utilitaire, les différentes activités de « subsistance », comme les plantations et les récoltes dans la *roça*, sont mues par la production de cet état d'esprit spécifique : « se réjouir » est aussi être en mouvement, chanter, courir en portant de lourds rondins et partager des repas, actions qui contribuent à la construction de ces corps « beaux, forts et sains ». Simultanément, le « bien-vivre » des personnes, humaines et non humaines, est conçu comme un produit de ces relations sociales agréables, joyeuses et festives.

Dans ce texte, nous nous centrons sur le *Põhypre*, le rituel de la récolte du maïs qui, comme nous l'avons mentionné, a cessé d'être pratiqué dans de nombreux villages avec la raréfaction du maïs *põhypej*. Le regretté Olegário Tejapôc a consacré sa vie à semer et à multiplier les graines de *põhypej*, ainsi que leurs histoires et leurs fêtes. Et c'est à sa demande, celle d'un des derniers maîtres rituels qui savaient encore diriger le *Põhypre*, que nous avons enregistré, transcrit et traduit en portugais ses principaux chants, ainsi que d'autres récits mythiques et personnels².

Il convient de noter que l'idée de domestication, selon laquelle les humains contrôlent les cycles de reproduction de certaines plantes et créent pour elles un monde séparé et parallèle (VAN DOOREN, 2012), est totalement étrangère aux conceptions et théories krahô. D'autres agents interviennent

2. Ce travail a été réalisé par les co-auteurs de ce chapitre avec les maîtres rituels, chanteurs et chanteuses, agriculteurs et agricultrices krahô dans le cadre du sous-projet lié au projet pilote « *O trabalho da memória através dos cantos* » (Le travail de la mémoire par les chants), coordonné par la professeure Rosângela Pereira de Tugny, dans le cadre du Projet de documentation des sonorités autochtones/Programme de documentation des langues et des cultures (ProdocSon Museu do Índio/Unesco).



Photo 2 | *Pôhypre* : les gerbes de maïs lors de la fête de la cueillette du maïs krahô (2014).

entre autres choses, que les enfants devaient faire attention au moment de se baigner au courant du lac ou du bord de la rivière à la saison des pluies, qu'ils devaient faire preuve de prudence. Elle, l'esprit (*carô*) de la *Sucuri*, « chef, corps-maitresse » (*pahhi*) des serpents, pouvait les dévorer à tout moment. Elle les avertissait cependant au préalable, et c'était aux humains d'identifier ses signes et d'interpréter son message. Les femmes n'ont pas participé à cette action rituelle et ont seulement écouté attentivement depuis leurs maisons les rugissements d'alerte.

Le lendemain matin, les hommes des moitiés saisonnières ont arraché les *pôhypre* de terre et couru avec eux jusqu'à l'espace central (*kà*), où ces

collection
[santé globale]

LE REGARD ÉTRANGER

*Réflexions sur la santé
mondiale*

Seye Abimbola


Éditions

Ce texte a fait l'objet d'une première édition en anglais :
ABIMBOLA S., 2024 – *The Foreign Gaze. Essays on Global Health*. Marseille, IRD Éditions.

Direction de la collection

Valéry Ridde

Coordination éditoriale

IRD/Romain Costa

Traduction

Jean-Louis Eveque - Babelon-line.com

Correction

Stéphanie Quillon

Conception graphique

Alan Guilvard - Format Tygre

Mise en page

Charlotte Devanz

Photogravure

IGS-CP

Ce travail a été financé en partie par le gouvernement australien à travers la subvention APP1139631 du Conseil national de la santé et de la recherche médicale (NHMRC) et la subvention DE2301011551 du Conseil australien de la recherche (ARC). Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement australien, du NHRMC ou de l'ARC.

En couverture : © London Stereoscopic Company/Hulton Archive/Getty Images
Les chanteurs sud-africains Albert Jonas et John Xiniwe, de l'African Choir (la Chorale africaine), lors d'une séance photographique mise en scène (Londres, 1891).



Cette publication en libre accès est mise à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0, consultable à l'adresse suivante : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.fr>. Elle autorise toute diffusion de l'œuvre originale dans son intégralité, sous réserve de mentionner les auteurs et les éditeurs et d'intégrer un lien vers la licence CC BY-NC-ND 4.0. Aucune modification ni exploitation commerciale ne sont autorisées.

© IRD, 2026

ISBN papier : 978-2-7099-3055-0

ISBN PDF : 978-2-7099-3056-7

ISBN epub : 978-2-7099-3057-4

tôt et de fermer tôt les jours de marché afin de pouvoir eux-mêmes faire leurs propres courses.

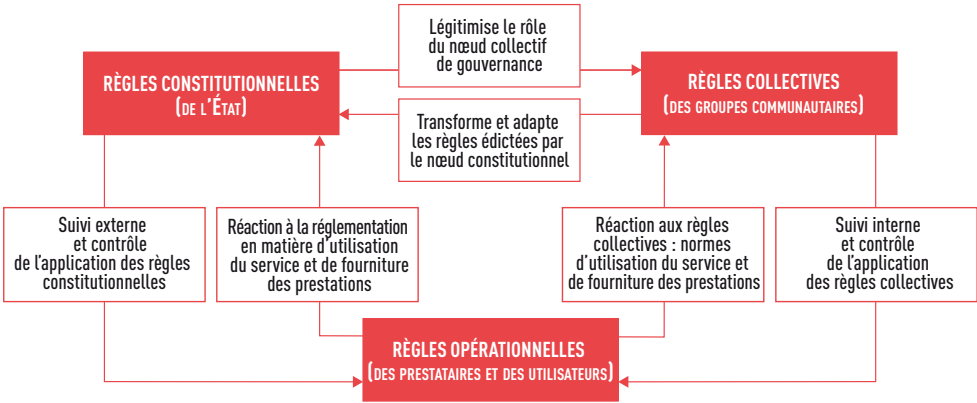


Figure 4 | « Le triangle des règles » met en évidence des exemples de relation bidirectionnelle entre chaque nœud du triangle en se basant sur l'exemple des règles de fourniture de la prestation au sein d'une communauté.

J'utilise ce triangle des règles, souvent de façon implicite, dans mon propre travail et pour réinterpréter le travail des autres. Néanmoins, pour penser de façon locale et adopter une posture locale, je conserve à l'esprit les quatre points de départ de la « pensée représentative » d'Hannah ARENDT (1968) que je souhaite appliquer et que je souhaiterais que les autres appliquent. D'abord, je cherche à analyser les règles de façon ascendante (*bottom-up*), en commençant l'étude à partir du nœud opérationnel. Après tout, c'est à ce niveau que les personnes prennent des décisions et que les règles formelles deviennent des règles en vigueur. Je me pose ensuite la question suivante : quelles sont les règles en vigueur au niveau du nœud opérationnel ? Sont-elles des règles issues du nœud opérationnel (par exemple, l'interaction entre l'offre et la demande) du nœud constitutionnel ou du nœud collectif ? Ou résultent-elles d'une combinaison de processus à deux ou sur les trois nœuds ? Ces questions ascendantes mettent en lumière l'informalité et la manière dont les règles en vigueur divergent des règles formelles. Se pose enfin la

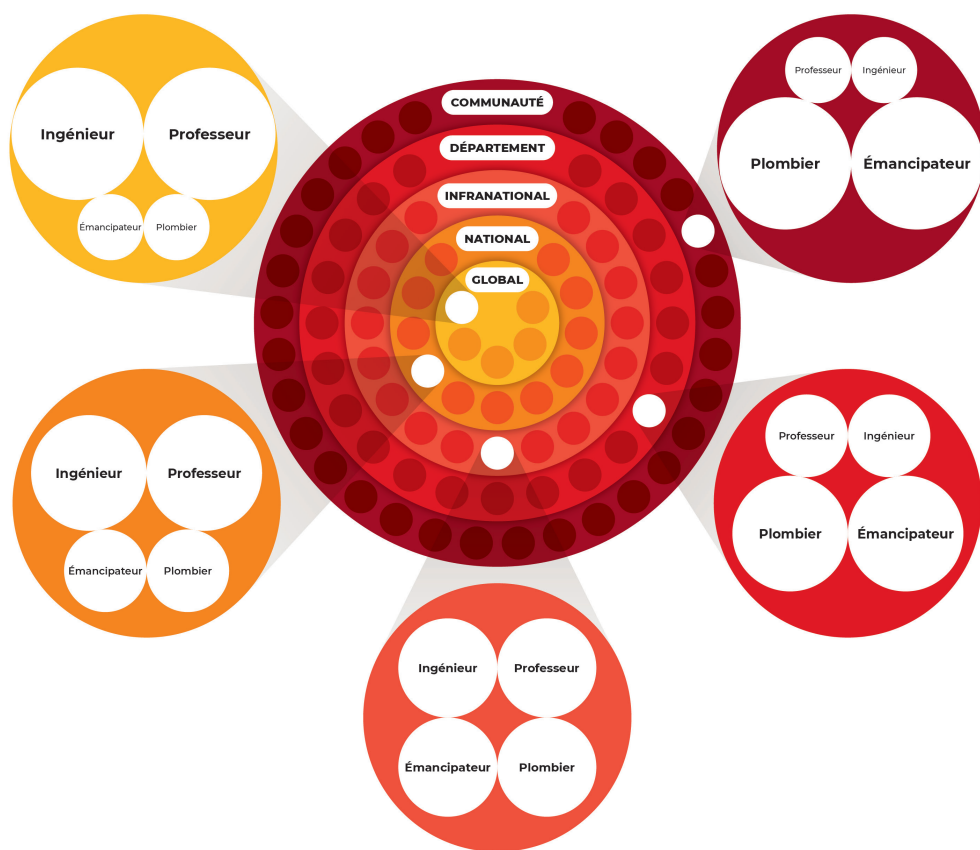


Figure 6 | Représentation en cercles concentriques des utilisateurs de connaissances dans le champ de la santé mondiale.

La figure met en évidence : a) des exemples de niveaux d'organisation dans lesquels les connaissances sont utilisées dans un objectif d'équité (les cinq anneaux concentriques) ; b) l'utilisation des connaissances dans ces niveaux par des structures (les cercles dans les anneaux concentriques) ; c) le détail de ces structures par niveau (les cinq cercles agrandis à l'extérieur des cercles concentriques) et avec dans chacun d'eux, les quatre unités de connaissances matérialisées par des cercles de tailles différentes en fonction de leur importance. La taille des utilisateurs primaires (émancipateurs et plombiers) est plus importante dans les cercles les plus proches du terrain, tandis que la taille des utilisateurs subsidiaires (ingénieurs et professeurs) est plus importante dans les cercles à distance.

Les « émancipateurs » sont des activistes (des militants individuels ou organisés en équipes, des groupes de femmes, des organisations de la société civile, etc.). Ils utilisent les connaissances afin de se construire une